



Déclaration FSU 28 au CDEN du 18 octobre 2012

**Monsieur le Préfet, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Monsieur le
Président du Conseil Général, Mesdames et Messieurs les membres du
CDEN**

La rentrée 2012 s'effectue dans le cadre d'un budget extrêmement contraint malgré le collectif budgétaire du mois de juillet qui a remis quelques moyens pour faire la rentrée. Elle est qualifiée de période de transition mais dans la réalité du quotidien, les conditions de cette rentrée restent difficiles.

Cette rentrée est marquée par une volonté gouvernementale de refonder l'école mais nous remarquons que les modalités de concertation ne sont pas à la hauteur des enjeux. Le ministère a refusé un temps « banalisé » pour les personnels dans les écoles et les établissements et s'est contenté d'organiser des assises régionales et départementales. Dans notre département, le sujet choisi était audacieux et intéressant puisqu'il portait sur l'éducation prioritaire. Pourtant, nous avons pu remarquer la quasi absence des élus dans le débat. Concernant les objectifs de l'école, La FSU continue de revendiquer une école où un « haut niveau de culture commune » serait délivré à tous les élèves.

Dans notre département où les contrastes sont très forts dans de nombreux domaines, les moyennes départementales sont à analyser avec beaucoup de précaution. Cette situation doit être prise en compte dans l'élaboration de la future loi d'orientation et de programmation pour l'école de demain.

Pour le département, la rentrée se traduit par les réalités suivantes :

Dans les écoles, notre dotation est de moins 17 (24-7) postes budgétaires pour accueillir 56 élèves supplémentaires. Au-delà des ouvertures et fermetures de classes, le département a perdu 11 postes de MCR, 9 postes en RASED et 5 postes en IME. La fermeture de tous ces postes dits « Hors la Classe » permet d'afficher une meilleure moyenne par classe, mais elle est catastrophique d'un point de vue pédagogique. Depuis la création de la FSU au début des années 90, nous considérons que la transformation de l'école passe effectivement par « plus de maîtres que de classes » et des RASED complets.

Dans ce cadre, nous considérons que l'école maternelle doit pouvoir jouer un rôle essentiel et ne doit pas être une variable d'ajustement. Nous revendiquons pour celle-ci un maximum de 25 élèves par classe (20 en ZEP). L'école rurale, isolée à tous points de vue, doit pouvoir avoir des moyens supplémentaires pour répondre aux besoins.

La situation du remplacement est mauvaise : notre contingent de postes de TR est insuffisant. La direction et le fonctionnement de l'école ont besoin de temps de décharge supplémentaires et nous demandons que les demandes institutionnelles, synonymes de surcharge de travail administratif, soient revues à la baisse.

Concernant l'accueil et la scolarisation des enfants en situation de handicap, nous demandons que tous les dispositifs existants soient améliorés.

L'éducation prioritaire ne doit pas se concentrer sur quelques zones géographiques restreintes définies par la politique de la ville. Donner plus à tous ceux qui ont moins doit être la règle élémentaire d'élaboration de l'éducation prioritaire qui, hélas, ne fait plus partie du vocabulaire ministériel actuel.

Dans les collèges, la hausse des effectifs continue (+ 335 élèves). Cette augmentation va perdurer, au vu des cohortes de l'école élémentaire à venir.

Dans ce contexte, la suppression de 18,2 ETP (Equivalent Temps Plein) est inacceptable. Le collège, qui est le niveau d'enseignement le plus difficile, ne peut plus endurer la diminution du nombre de personnels. La FSU revendique un véritable plan d'urgence pour les collèges, et elle considère que les élèves sont « tous et toutes capables de réussir » si on s'en donne collectivement les moyens.

Du fait de la suppression massive de postes malgré une hausse d'élèves continue, le fonctionnement des établissements est devenu un vrai casse-tête pour tous les personnels (heures sup, compléments de service, aménagement d'emploi du temps...). Le travail d'équipe, pourtant indispensable, ne peut plus se faire dans de bonnes conditions.

Dès les premiers jours de la rentrée, l'Inspection Académique a dû recourir au recrutement de 80 contractuels (personnels précaires), pour répondre en catastrophe au manque de personnels titulaires. Cela n'est pas digne d'un service public. Et que dire de la situation du remplacement qui s'annonce très difficile dans les mois à venir ?

Les moyennes par classe ne sont pas le seul indicateur qui doit être mis en avant car derrière les chiffres, la vie dans les collèges devient de plus en plus difficile (personnels de santé et social en nombre insuffisant, problème de renouvellement de manuels, problème de remplacement des personnels ATTEE, vie scolaire...)

D'autre part, la sectorisation des collèges du département, et plus particulièrement de ceux de l'agglomération chartraine, reste problématique. Nous considérons que l'anticipation sur ce dossier est quasi inexistante. Un des résultats de cet immobilisme est que le collège Victor Hugo a perdu 50 élèves sur 5 ans et va changer de catégorie (de 2 à 1), risquant ainsi de perdre son poste de principal adjoint. Nous ne pouvons pas l'accepter !!!

Enfin, la sectorisation du collège de Châteauneuf est à l'ordre du jour mais que de temps perdu sur ce dossier ! Des pistes de réflexions ont pourtant été soumises au CDEN dès 2009.

Nous savons tous que toute nouvelle sectorisation doit impérativement se faire dans la sérénité et donc bien en amont des préparatifs de la rentrée. Nous considérons que dans ce domaine, la décentralisation n'est pas bénéfique pour les élèves du département.

Pour conclure, nous considérons que la refondation de l'école est plus que nécessaire mais les premiers éléments communiqués par le ministère ne sont pas tous rassurants. Aujourd'hui est venu le temps de la négociation. La FSU organisera toutes les formes d'action nécessaires pour que les personnels puissent faire entendre leurs revendications (salaires, conditions de travail, formation...).